

Le Pôle de Compétence
Prévoyance-Dépendance
Optimind Winter,
revient sur le droit à l'oubli.



#OWETE2015



Téléchargez notre application
OPTI'NEWS

DROIT À L'OUBLI



Dans le cadre d'une accession à un crédit ou d'une assurance de prêt, il est généralement demandé à un particulier de souscrire une assurance emprunteur qui prendra le relai sur le remboursement de son prêt en cas de décès ou d'invalidité.



A VENIR //

Rendez-vous le 13 août pour découvrir notre prochaine publication estivale. Le Pôle de Compétence Solvabilité II reviendra sur la transposition en droit français de la directive Solvabilité II !

Et pour rester connecté, avec modération, et ne pas passer à côté de nos publications, téléchargez notre application « Opti'news ».

L'acceptation par un assureur de cette assurance peut s'avérer difficile lorsque le particulier se trouve, ou s'est trouvé par le passé, dans une situation de risque aggravé de santé.

Une première convention, dénommée AERAS, « s'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé », a été signée le 6 juillet 2006. Cette convention concernait l'accès au crédit pour les personnes présentant de graves risques de santé. En mars 2011 est entrée en vigueur une nouvelle version de la convention prenant en charge le risque invalidité. En 2015, un nouvel avenant sur le droit à l'oubli portant sur la convention AERAS est attendu.



CE QUI A CHANGÉ AVEC LE DROIT À L'OUBLI

Contexte historique

Février 2014

- Annonce du troisième plan Cancer 2014-2019 par le président de la République François Hollande.
- Les directives de ce plan concernent le droit à l'oubli. Elles permettent aux personnes ayant eu une pathologie cancéreuse, et qui en sont guéries, d'accéder plus facilement à une assurance emprunteur sans avoir à le déclarer.

24 mars 2015

- Signature par les représentants des sociétés et des mutuelles d'assurance d'un protocole d'accord concernant le droit à l'oubli pour les anciens malades souhaitant accéder à un crédit.
- L'antécédent médical ne sera donc plus déclaré lors des demandes de prêt de ces personnes.

10 avril 2015

- Des amendements au projet de loi santé prévoyant l'instauration d'un « droit à l'oubli » pour les anciens malades du cancer, en insérant dans la loi l'accord signé par le gouvernement et les banques et assureurs en mars 2015.

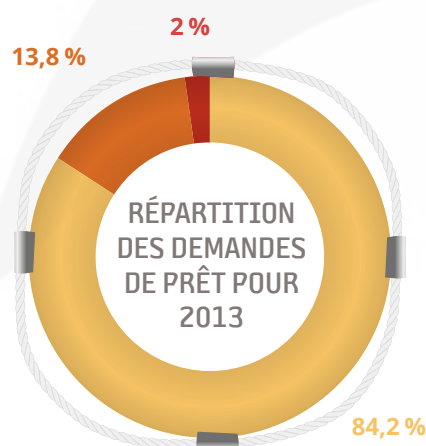


Qu'est-ce que le droit à l'oubli ?

Le droit à l'oubli va permettre aux anciens malades du cancer de ne plus déclarer leurs antécédents sur le questionnaire médical lors de la demande de prêt. Il s'agit, entre autres, d'un renforcement de la convention AERAS.

Par exemple, au cours de l'année 2013, les sociétés d'assurances ont instruit 3,2 millions de demandes d'assurance de prêts au titre des crédits immobiliers et professionnels. Sur ces demandes, 14 % ont obtenu une réponse positive avec une surprime et 2 % n'ont pas obtenu de réponse à leur demande.

La seule information sur l'état de santé d'une personne peut induire l'application d'une surprime, si ce n'est un refus de l'assurance pour le prêt.



- Demandes ne présentant pas de risque aggravé de santé : tarif standard
- Demandes présentant un risque aggravé de santé (près de 443 000 demandes) : tarif avec surprime
- Demandes classées sans suite

Source : FFSA – GEMA – Statistiques 2013
Publiées en octobre 2014

Qui est concerné par cet accord ?

Toutes les personnes ayant présenté une pathologie cancéreuse pourraient dorénavant être dispensées de déclarer leur ancienne maladie à leur assureur sous certaines conditions :

- pour les cancers survenus avant l'âge de 15 ans, 5 ans après la date de fin du protocole thérapeutique ;
- pour toutes les pathologies cancéreuses, 15 ans après la date de fin de protocole thérapeutique ;

- en fonction d'une grille de référence pour les personnes ayant subi certains types de cancer lorsque la date de fin de protocole thérapeutique est inférieure à 15 ans.

La grille de référence et les questionnaires de santé qui accompagnent la souscription d'un prêt devront être modifiés d'ici fin 2015 afin de prendre en compte les spécificités du droit à l'oubli.



ET QU'EST-CE QUE CELA CHANGE ?



Du point de vue de l'assureur

Avant l'avenant sur le droit à l'oubli :

- Tarif standard obtenu par la mutualisation du risque entre les assurés sans risque de santé aggravé.
- Pour les personnes atteintes de risque de santé aggravé : surprime ou absence d'assurance.

Après l'avenant sur le droit à l'oubli :

- Tarif standard obtenu par la mutualisation du risque y compris avec des personnes ayant potentiellement souffert d'un cancer.

On peut donc s'attendre à une hausse du tarif standard à court terme. Cependant, avec le droit à l'oubli, les assureurs auront accès à plus de données médicales, ce qui leur permettra de mieux appréhender le risque et donc d'affiner leur tarif. En effet, les assureurs ont obtenu d'accéder à de nouvelles données épidémiologiques et à des études de l'Institut national sur le cancer. Ces données leur permettront d'affiner leurs connaissances de la maladie sur le territoire et d'absorber ces profils

« à risque » comme ils le font pour d'autres critères (l'âge, être fumeur,...). Du point de vue technique, les assureurs devront au préalable avoir anticipé et calculé le risque, dit « statistique », qu'une personne ayant vaincu le cancer rechute, et éventuellement décède avant les périodes de « droit à l'oubli ».

Pour les assureurs de niche spécialisés dans les risques aggravés :

- Hausse des taux de résiliation du fait qu'une partie de leurs assurés pourront bénéficier de tarifs standards.

« Les assureurs auront accès à plus de données médicales, ce qui leur permettra de mieux appréhender le risque et donc d'affiner leur tarif. »

Du point de vue des assurés

Avant l'avenant sur le droit à l'oubli :

- Pour les personnes sans risque aggravé : pas de surprime.
- Pour les personnes ayant un problème de santé avec risque aggravé (ancien cancer) : surprime.

Après l'avenant sur le droit à l'oubli :

- Pas de surprime pour les anciens assurés atteints de cancer : baisse des tarifs pour ces assurés. De plus, depuis la loi Hamon, les personnes ayant été atteintes d'un cancer depuis plus de 15 ans et qui avaient eu une surprime, pourront résilier leur contrat et souscrire au tarif standard si le prêt à moins d'un an.



EXTENSION DE LA LOI ?

Cet accord concerne à ce jour les nouvelles souscriptions au prêt. La question n'a pas encore été clairement tranchée pour les contrats en cours, même si les pouvoirs publics ont abordé la question

dans le cadre de la concertation avec les assureurs. Ce point est délicat car il revêt une dimension rétroactive, toujours compliquée à manier sur le plan du droit



LES ESSENTIELS À RETENIR EN 4 POINTS

✓
DROIT À L'OUBLI :
amendement du 10
Avril 2015

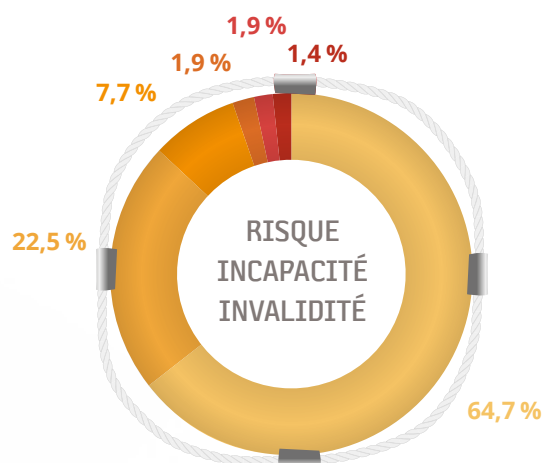
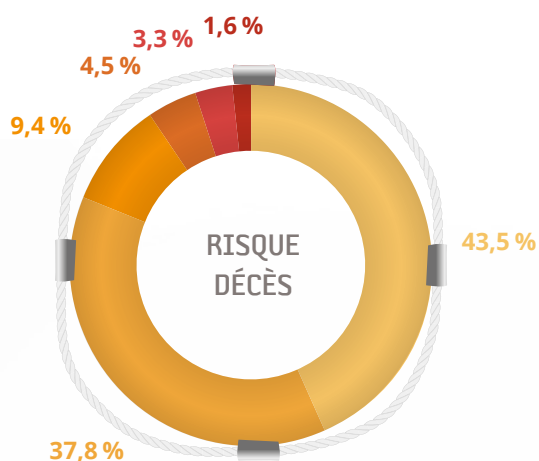
✓
Aucune déclaration sur l'état
pathologique cancéreuse sur le
questionnaire médical

✓
Principe d'égalité face à
l'assureur impliquant une
même tarification si les
conditions sont respectées

✓
Principe de mutualisation
des risques auprès de
l'assureur avec l'ensemble
de la population assurée



QUELQUES STATISTIQUES



- Surprimes comprises entre]0 % et 50 %]
- Surprimes comprises entre]50 % et 100 %]
- Surprimes comprises entre]100 % et 150 %]
- Surprimes comprises entre]150 % et 200 %]
- Surprimes comprises entre]200 % et 300 %]
- Surprimes supérieures à 300 %

Source : Statistiques 2013 – FFSA – GEMA – Octobre 2014

On constate que plus de 80 % des surprimes appliquées sur les assurances de prêt correspondent à des taux compris entre]0 et 100 %]. Une fois l'accord

sur le droit à l'oubli en vigueur, il sera intéressant de comparer les taux de surprime appliqués.

Publication réalisée par Yossy Bohbot, Actuaire Consultant - Practice Leader Prévoyance, avec la collaboration du Pôle de Compétence Prévoyance-Dépendance Optimind Winter.



C'est à vous...

A quelle(s) pathologie(s) s'applique le droit à l'oubli ?

- cancer
- hospitalisation médicale et chirurgicale
- problèmes dentaires

Quel(s) avantage(s) représentent le droit à l'oubli pour l'assureur ?

- accès à des bases de données médicales
- meilleure connaissance du risque
- aucun

Quelle(s) convention(s) est améliorée avec le droit à l'oubli ?

- convention de la Haye
- convention AERAS
- convention collective nationale des services de santé

A quelle(s) problématique(s) répond le droit à l'oubli ?

- problème d'accèsion à un crédit immobilier
- problème judiciaire
- problème socio-démographique

A quel(s) contrats s'applique le droit à l'oubli ?

- contrats en stock
- nouvelles affaires
- tous

Retrouvez les réponses en dernière page.



La Practice Optimind Winter //

Structurée pour une couverture matricielle des besoins en expertises liés à nos interventions, notre Practice est construite autour de 10 Pôles de Compétence Optimind Winter, mêlant :

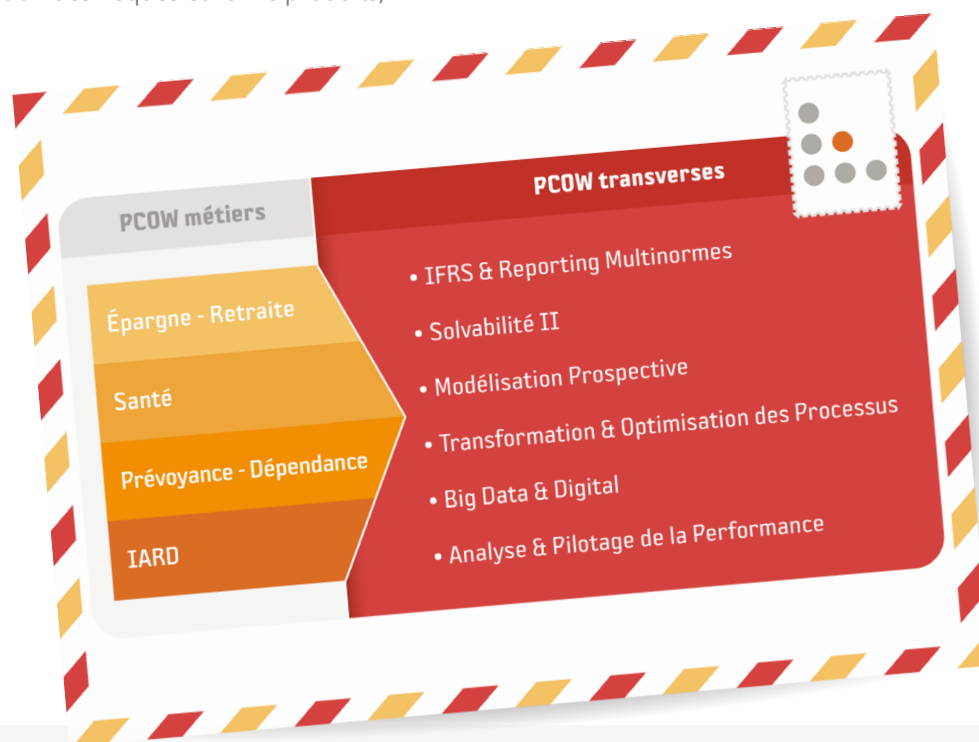
- Expertises et savoir-faire produits et systèmes d'information sur les problématiques métiers/ produits.
- Aptitudes transverses nécessaires à l'exercice de notre activité de conseil couvrant l'ensemble de la chaîne de gestion des risques.

Composés chacun de 10 à 15 managers et consultants de séniorités diverses, ces Pôles :

- assurent la veille réglementaire, le suivi de la presse spécialisée et identifient les sujets émergents,
- étudient l'impact des réformes sur les processus de gestion des risques et l'offre produits,

- participent à nos efforts de R&D et d'innovation et aux projets internes Optimind Winter,
- contribuent à la valeur ajoutée apportée par nos consultants au cours de leurs interventions en leur permettant de disposer d'un support expert et d'un accompagnement méthodologique,
- contribuent à la préparation de nos communications, événements et formations.

Chaque PCOW est encadré par un Practice Leader qui est le garant des travaux réalisés par son Pôle et le porte-parole d'Optimind Winter sur son domaine d'expertise. Accompagné ou non d'un animateur, le Practice Leader encadre les membres de son PCOW et dispose d'une latitude importante quant à l'organisation de leurs travaux.



optimind winter.::

Leader de l'Actuariat Conseil et de la Gestion des Risques



Actuariat Conseil



Protection Sociale



Risk Management



Finance & Performance



Business Transformation



Digital

Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site www.optimindwinter.com

Vos contacts /

Éric Gaubert / directeur du développement / eric.gaubert@optimindwinter.com

Emmanuel Berthelé / actuaire - responsable Practice / emmanuel.berthele@optimindwinter.com

T / +33 1 48 01 91 66

